

— devons cultiver de façon cohérente et productive, en comprenant bien nos priorités, économiques et autres. Il est évident que certains impératifs économiques du Canada diffèrent de ceux des États-Unis. Mais cela ne doit pas nous empêcher de nous aider à atteindre nos objectifs nationaux respectifs.

Il est, bien sûr, d'autres relations qui sont vitales pour nous. Les marchés qui prennent le plus d'expansion pour nos biens d'équipement sont en Amérique latine, au Moyen-Orient et dans certains pays qui ne figurent pas actuellement au nombre des pays avec lesquels nous entretenons des relations traditionnelles. Si vous avez suivi mes déplacements et ceux de mon collègue l'honorable Ed. Lumley, vous aurez remarqué que nous avons concentré nos efforts dans certaines régions du monde où nous croyons que les intérêts à long terme du Canada seront les mieux servis. Je reviens d'une série de rencontres entre des ministres canadiens — MM. Lumley, Lalonde, Whelan et moi-même — et leurs homologues mexicains. Tous se sont entendus pour dire qu'il existe d'excellentes chances de voir s'établir entre nos deux pays une relation politique et économique durable.

Je crois cependant que nous devons comprendre dans le détail la nature de ces relations bilatérales et les qualités qu'elles devraient avoir. Si elles doivent être cohérentes et durables, nous devons être prêts à nous engager à long terme. Nous devons planifier nos approches et mener avec logique notre politique étrangère bilatérale. Dans cette optique, tous les instruments gouvernementaux pertinents doivent, comme je l'ai dit, être mis à profit pour servir cette relation. Dans la mesure du possible, nous devons éviter les contradictions dans nos relations. Pour ce faire, les critères que nous allons adopter dans le choix de nos principaux partenaires économiques ne peuvent être seulement économiques. Il va nous falloir tenir compte de tout un éventail de facteurs politiques, par exemple la compatibilité des valeurs, les liens culturels et la communauté de nos intérêts dans d'autres sphères d'activité.

Je pense qu'au Canada, le secteur public et le secteur privé de notre économie doivent reconnaître l'influence que nous sommes en mesure d'exercer; nous ne devrions pas craindre par ailleurs d'établir à l'occasion des liens à l'intérieur même de nos relations, de manière à pouvoir faire entrer en jeu une question en regard d'une autre de façon positive et productive. Nous devons également nous attacher davantage à poursuivre des objectifs communs et à recourir plus volontiers à la politique étrangère comme moyen de servir véritablement nos intérêts nationaux.

Le gouvernement fédéral entend discuter de cette approche bilatérale de la politique étrangère avec les gouvernements provinciaux, et la développer davantage en consultant les leaders du monde des affaires et d'autres dirigeants au Canada. Mais les grandes lignes de la politique sont claires: le Canada cherche à négocier des associations davantage productives de par le monde.

Partenaires potentiels

Je pense que l'établissement de ces relations est compatible avec les grands objectifs de notre politique étrangère. Nous allons continuer à rechercher la conciliation multilatérale et des solutions aux problèmes du monde. Nous ne devons pas laisser l'instabilité des années 80, à laquelle j'ai déjà fait allusion, nous obliger à déroger à cette attitude. Mais le développement de relations bilatérales solides nous offre